

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaines du 27 juillet et du 3 août 2026

Faits saillants

- Sécheresse : les conséquences économiques touchent notamment l'agriculture, le transport fluvial et la production hydroélectrique.
- Fête nationale : le Conseil fédéral réaffirme les fondements du modèle suisse.
- Une inflation toujours faible et en léger recul, à 0,4 % en juillet sur un an.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/08	Var. vs 23/07
<i>EUR/CHF</i>	0,9335	+ 0,4 %
<i>USD/CHF</i>	0,8087	- 0,7 %
<i>SMI</i>	14 519	+ 2,1 %
<i>Taux 10a</i>	0,421 %	- 11 pb

Macroéconomie

Fête nationale suisse : À l'occasion de la fête nationale du 1^{er} août, la plupart des membres du Conseil fédéral ont placé la cohésion nationale au cœur de leurs discours. Le Président de la Confédération pour 2026 Guy Parmelin a notamment fait l'éloge du modèle politique suisse (cf. [transcription](#)), qu'il a présenté comme reposant non pas « sur un seul homme, ni sur une seule institution », mais sur l'engagement des citoyens. Selon lui, la stabilité du pays s'appuie sur un système politique qui place le peuple « au centre », un fédéralisme garant de la diversité, ainsi que sur l'esprit de milice, fondé sur la responsabilité de chacun envers la collectivité. Il a également rappelé les conditions nécessaires à la préservation de la « liberté » de la Suisse : des finances publiques saines, une économie compétitive, une agriculture dynamique, une armée crédible, un système éducatif de qualité, une diplomatie indépendante et des citoyens prêts à s'engager. La conseillère fédérale aux finances, Karin Keller-Sutter, a tenu un discours convergent, estimant que « la stabilité est le principal atout de la Suisse » et qu'elle repose notamment sur des finances publiques solides et un faible niveau d'endettement.

Inflation : L'inflation en Suisse a reculé de 0,1 pt de pourcentage, à 0,4 % en glissement annuel en juillet (l'IPC a diminué de -0,1 % sur un mois), conformément aux attentes des analystes (cf. [communiqué](#)). L'inflation sous-jacente a reculé, passant de 0,5 % en juin à 0,3 % en juillet. L'inflation des biens et services produits en Suisse est restée stable à 0,5 %, tandis que celle des produits importés est revenue à 0 %, en raison notamment de la baisse des prix des produits pétroliers et d'autres biens importés.

Secteur financier

Bénéfice de la BNS : La Banque nationale suisse (BNS) a dégagé un bénéfice de 25,2 Mds CHF sur le premier semestre 2026 (cf. [communiqué](#)), principalement grâce à la forte performance de son portefeuille en devises étrangères (+31,7 Mds CHF), porté par les gains sur les actions (+22,9 Mds CHF), les revenus d'intérêts et de dividendes (+8,4 Mds CHF au total) ainsi que les gains de change (+2,5 Mds CHF). Ces résultats ont toutefois été partiellement compensés par une moins-value de 6,4 Mds CHF sur les réserves d'or, liée à la baisse du prix du métal précieux, et par une perte de 1,7 Md CHF sur les obligations et les instruments de couverture. La BNS rappelle que ces résultats semestriels demeurent très volatils, car ils dépendent largement de l'évolution des marchés financiers, des taux de change et du prix de l'or, et qu'ils ne permettent pas de préjuger du résultat annuel. Une partie du bénéfice sera par ailleurs affectée à la dotation des provisions pour réserves monétaires, dont le montant sera déterminé en fin d'année.

UBS : Le groupe UBS a une nouvelle fois dépassé les attentes des analystes : la banque a ainsi dégagé des résultats en forte hausse au deuxième trimestre 2026, avec un bénéfice net en hausse de 17 % sur un an, à 2,8 Mds USD (2,3 Mds CHF). Cette performance a notamment été portée par le dynamisme des marchés, qui a bénéficié à la banque d'investissement, ainsi que par la bonne tenue de la gestion de fortune.

Ces résultats interviennent alors qu'UBS poursuit l'intégration de Credit Suisse, qui devrait être en grande partie achevée d'ici fin 2026. Dans ce cadre, le groupe a déjà réalisé des économies de 12,6 Mds USD et devrait atteindre son objectif de 13,5 Mds d'ici à décembre. Parallèlement, UBS a annoncé un nouveau programme de rachat d'actions de 3 Mds USD. Ce dernier, qui succède à une initiative similaire achevée mi-juillet, sera mis en œuvre d'ici à la fin du deuxième trimestre 2027. Le ratio de fonds propres CET1 demeure solide, à 14,4 %. Enfin, ces résultats sont publiés dans un contexte marqué par l'examen au Parlement de la « Lex UBS », qui prévoit un durcissement des exigences en fonds propres et à laquelle UBS s'oppose vivement.

Secteurs non financiers

Sécheresse : Une grande partie de la Suisse reste « extrêmement sèche », le plus haut niveau de sécheresse prévu par la Confédération (cf. la [plateforme nationale sur la sécheresse](#)). Les conséquences économiques touchent notamment le transport fluvial, la production hydroélectrique et l'agriculture. Le faible niveau du Rhin perturbe ainsi l'acheminement des marchandises vers Bâle et contribue au renchérissement des produits pétroliers : près d'un quart des importations suisses de pétrole transitent par le fleuve et la [RTS](#) évoque une hausse du prix des carburants d'environ 16 centimes par litre liée à la situation. L'approvisionnement énergétique du pays ne serait toutefois pas menacé, malgré une production hydroélectrique sensiblement réduite (9 300 GWh entre mai et juillet, contre 12 500 GWh en moyenne sur la période 2015-2025, cf. [données de l'OFEN](#)).

L'agriculture est également fortement affectée, avec des pénuries d'eau et de fourrage, notamment dans les alpages, qui peuvent conduire à des désalpes anticipées et fragiliser les revenus des exploitants. L'armée a été mobilisée ponctuellement pour acheminer de l'eau par hélicoptère, tandis que le conseiller fédéral et président de la Confédération pour 2026 Guy Parmelin a ramené à zéro les droits de douane sur les importations de fourrage afin d'en réduire le coût. Dans un entretien à la presse, le conseiller fédéral à l'environnement Albert Rösti reconnaît avoir été surpris par l'intensité de la canicule et de la sécheresse, mais rejette les critiques sur l'impréparation de la Confédération. Il estime que la situation, bien que particulièrement difficile pour certains agriculteurs, ne constitue pas à ce stade une situation d'urgence nationale nécessitant l'activation de la cellule de crise « sécheresse ». Il souligne que les dispositifs existants permettent pour l'heure de répondre aux besoins et rappelle que la Confédération travaille parallèlement à une stratégie nationale de gestion des ressources en eau.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL, Gabriel VIGNON

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay